

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

21 octobre 2011

LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE POUR 2012 - (n° 3790)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 480

présenté par  
M. Lachaud, M. Prél, M. de Courson, M. Perruchot, M. Vigier,  
M. Jardé, M. Raymond Durand  
et les membres du groupe Nouveau centre

-----  
**ARTICLE ADDITIONNEL****AVANT L'ARTICLE 10, insérer l'article suivant :**

I. – Le 2° *bis* de l'article 1001 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« A 3,5 % pour les contrats d'assurance maladie gérés par les mutuelles étudiantes ».

II. – Les pertes de recettes pour les organismes de sécurité sociale sont compensées, à due concurrence, par la création d'une taxe additionnelle aux droits prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'application d'un taux à 7% pour la taxe sur les conventions d'assurance applicable aux contrats d'assurance maladie dits « solidaires et responsables » porte la somme des prélèvements supportés par le contrat complémentaire santé à près de 13,5%. Ceci paraît particulièrement élevé pour des contrats visant précisément à assurer au plus grand nombre un meilleur accès aux soins.

Par ailleurs, il existe un risque de développement des contrats non responsables au détriment des contrats responsables et solidaires mis en place pour favoriser la coordination avec l'assurance maladie.

Les conditions de vie des étudiants se dégradent : une enquête de la LMDE publiée en mai 2011 révèle qu'un quart d'entre eux déclare rencontrer des difficultés pour faire face à leurs dépenses courantes et notamment de soins. Ainsi, près de la moitié des étudiants vit avec moins de

400 euros par mois. Afin que l'effort ne pèse pas trop lourdement sur les étudiants, il est proposé d'exonérer les contrats d'assurance maladie gérés par les mutuelles étudiantes de la hausse du taux de taxe sur les conventions d'assurance.